

## L'OPINION METROPOLITAINE ET LA GUERRE D'ALGERIE

quelques exemples ( munissez vous d'un dictionnaire... vous remarquerez que le style français des années 1950 n'est pas le même....)

### IV – Paris Match n° 677 du 31 mars 1962

1 – que s'est il passé les 18 et 19 mars 1962 ?

2 – en quoi est-ce la fin de la guerre d'Algérie ? Le reportage de Paris Match est-il dans cette optique ? Quels sont les événements dont traite le journal (méthode OQQPCV) ?

3 – à partir de vos réponses et en consultant un manuel de Terminale au CDI, expliquez rapidement pourquoi le choix du 19 mars pour commémorer la guerre fait problème.

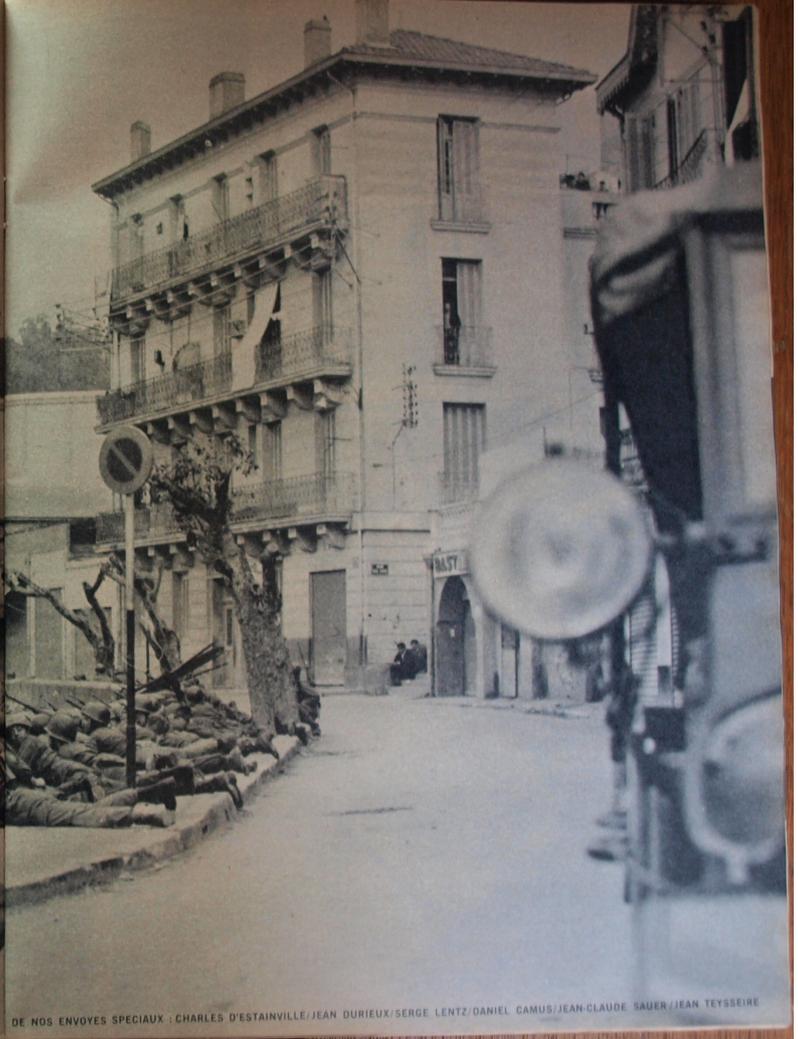


# DANS BABELOUED INSURGE LE CONTINGENT ARRIVE

Des soldats français ont été attaqués et tués à Babel-Oued. Ainsi, commettant le pire des crimes, l'O.A.S. a voulu faire de Bab el-Oued la base d'attaque de « sa guerre civile ». Les 50 000 habitants de ce faubourg d'Alger, plus petit qu'un arrondissement de Paris, ont été poussés au désespoir par les factieux. Peussent-ils se ressaisir au bord du gouffre et penser à la France et à l'Algérie de demain.



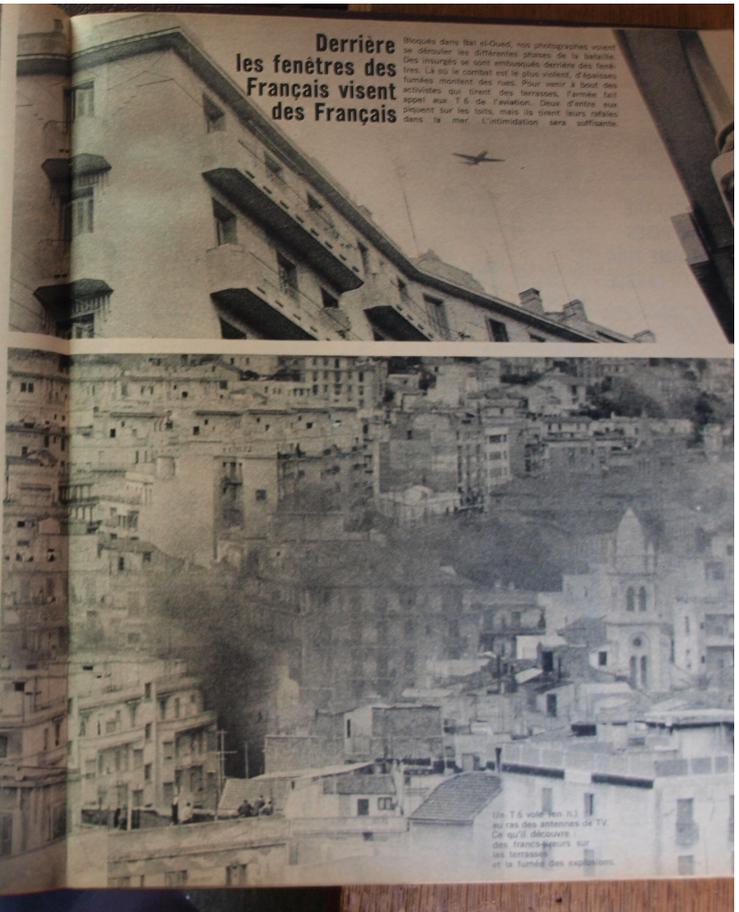
Sous le feu des armes automatiques, avenue de la Bouzareah, des hommes se sont jetés au sol à l'abri d'une murette.



DE NOS ENVOYES SPECIAUX : CHARLES D'ESTAINVILLE / JEAN DURIEUX / SERGE LENTZ / DANIEL CAMUS / JEAN-CLAUDE SAUER / JEAN TEYSSEIRE



De la fenêtre d'une suzerie, un insurgé est au fait de chasse.



## Derrière les fenêtres des Français visent des Français

Bloqués dans Bab el-Oued, nos photographes ont pu déjouer les différentes phases de la bataille. Les insurgés se sont embusqués derrière des fenêtres, à la hauteur des balcons, dans les passages, les passages montant des rues. Pour venir à bout des avions qui tirent des grenades, l'armée fait appel aux T-6 de l'aviation. Deux d'entre eux ont plongé sur les toits, mais ils ont été refoulés dans la mer. L'immédiate sera vaine.

Un T-6 volait au ras des toits de TV. Ce qu'il découvre des français sur les terrasses et la fumée des explosions.



C'était un sergent du contingent qui servait dans une unité de la coloniale. Après l'attentat qui avait fait six morts, un lieutenant et cinq appelés, son unité avait pris position au bas des escaliers de l'avenue de la Bouzarah. Il était resté dix-huit mois dans le bled face au F.L.N. et, pour lui, la « quille » était dans deux mois. C'est une balle française qui l'a abattu.



On vient de tirer dans sa direction - il prend position face aux assaillants.

## Dans deux mois c'était la quille... il est mort à Bab el-Oued

De réaction au coin d'une rue, il ne semble pas croire au danger.



Une rafale l'a atteint. Ses amis se précipitent à son secours. Il est trop tard.



## ORAN LA AUSSI LA VIOLENCE EST DESCENDUE DANS LA RUE

Cette photo est parvenue telle quelle - ce n'est pas nous qui avons dissimulé le visage de cet adolescent blessé au cours d'un épisode de la bataille d'Oran. Le repérage par hélicoptère d'un émetteur clandestin de l'O.A.S. a déclenché le combat. Gendarmes et C.R.S., accompagnés de blindés, tentent de cerner un quartier et se heurtent à des barrières improvisées. L'un d'eux est tué. C'est le premier heurt entre Français et cet adolescent qu'on emporte sur une civière qui est la première victime. L'un de ceux qui le portent n'a pas pour autant lâché son revolver.

REPORTAGE ALAIN NETSIN - EUROPEAN PRESS



Son fusil de chasse automatique à la main, ce jeune Oranais est à l'affût au coin de la rue du Fondouk.



### Au plateau Saint-Michel on se fusille de porte à porte

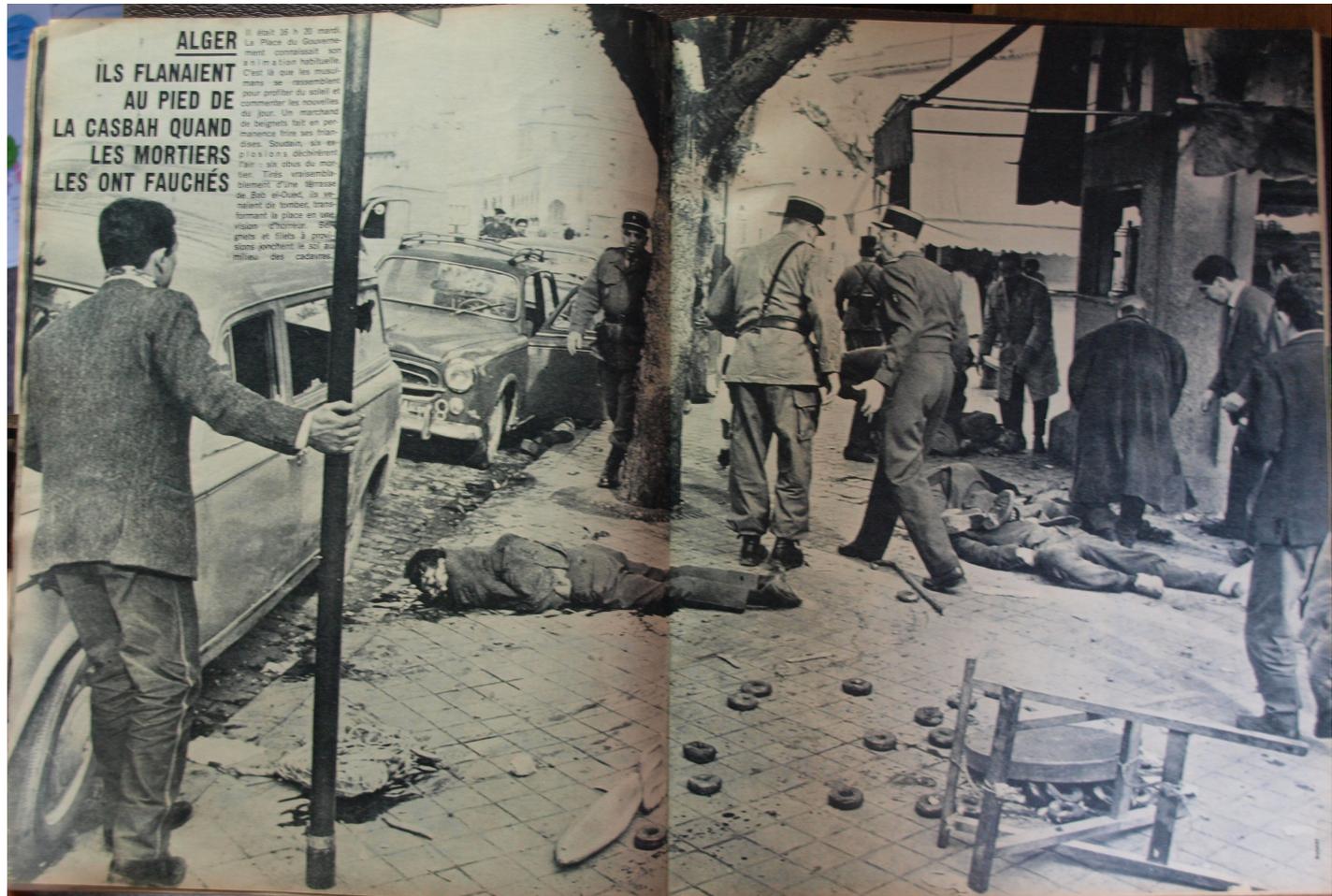
Les gendarmes reçus à coups de feu durent riposter. Les vitres volèrent en éclats dans la ville devenue folle. Les murs se couvrirent d'impacts, les inscriptions de l'O.A.S. cherchaient à se cacher derrière les voitures. Les gendarmes faisaient de même et durant deux heures la fusillade retentit dans les rues du Fondouk et Cavaignac. Il y eut un mort et seize blessés.



Ils se cachent derrière les voitures couvertes d'éclats de verre et de ciment - des murs mitraillés. Les poubelles ne sont plus vidées depuis la grève.



Les sub-mitrailleuses viennent prendre position, tandis que, dans chaque encadrement de porte, un soldat est prêt à tout.



### ALGER ILS FLANAIENT AU PIED DE LA CASBAH QUAND LES MORTIERS LES ONT FAUCHÉS

Il était 16 h 30 mardi. La Place du Gouvernement connaissait son à ni n'a-t-on hebdomadaire. C'est là que les musulmans se rassemblaient pour profiter du soleil et commenter les nouvelles du jour. Un marchand de beignets fait en permanence frime sans franchises. Soudain, sans espérer le silence s'échouait l'air à six obus du mortier. Très vraisemblablement d'une batterie de Bab el-Oued, ils venaient de tomber, transformant la place en une vision d'horreur. Billots et filets à poissons jonchaient le sol, au milieu des cadavres.

**Le vieux  
musulman  
n'a pas compris :  
il était venu  
chercher  
le soleil**

Au premier obus, il y eut une seconde de stupeur. Des passants se jetèrent sur le sol, d'autres se mirent à courir. Un kiosque à journaux prit feu. Les secours s'organisaient : militaires, pompiers, gendarmes, européens et musulmans. Des camions qui stationnaient furent transformés en ambulance. On y entassa 67 blessés qui, comme ce vieil Arabe, ne comprenaient pas ce qui leur arrivait. Un fourgon vint enlever ceux qui étaient restés étendus : quatre morts.



4 - quel est le point de vue donné par l'article ci-dessous-Tournoux étant un journaliste qui a beaucoup écrit sur de Gaulle-. Si on reprend l'ensemble de ce qui est donné comme informations, quel est le point de vue du journal concernant la tournure de la guerre ?  
 5 - lisez le court éditorial page suivante. Comment le contexte français est inséré dans le contexte international ?

**PARIS**

L'U.A.S. ne lancera en Algérie que des opérations de commando » affirme, en privé, le général de Gaulle. Et le chef de l'Etat se montre persuadé, d'autre part, que l'armée algérienne avec une discipline rigoureuse, la politique de l'Élysée restera sur un double raisonnement depuis des mois : 1° Les Français de souche européenne ne se soulèveront pas en masse. Si l'on excepte le cas des « petits blancs », le réflexe bourgeois, le réflexe des possédants l'emporteront bientôt sur le réflexe révolutionnaire.

**La lenteur des pourparlers exaspérait le général**

De Gaulle est une prophétie qui voit loin, mais ne distingue pas toujours ce qui se passe à ses pieds. Cela lui joue parfois des mauvais tours. Pour l'heure, de Gaulle précipite le mouvement. Sa politique est celle du fait accompli, de l'acte irréversible. À travers le long et sinueux parcours algérien, trois étapes capitales ont été franchies depuis 1958. Il en reste deux avant le terme fatidique : — Sur la route du passé, les trois relais principaux ont été ceux de l'autodétermination, puis de la reconnaissance virtuelle de l'Etat algérien, enfin des accords d'Évian. — Sur la route du proche avenir, deux consultations devant mettre le point final au débat historique : le référendum en France, le scrutin d'autodétermination en Algérie. D'où la hâte du général de Gaulle à ne pas perdre un jour, à ne pas négliger une heure. En France (8 avril), le référendum donnera une large majorité, témoignera d'une volonté nationale, impressionnera l'armée, impressionnera l'U.A.S., pour tout dire, découragera les pieds-noirs. En Algérie, le scrutin d'autodétermination (fin juin) consacra sans appel le nouvel état de choses. Telles sont les perspectives.

L'Algérie n'est pas Israël et les cadres militaires ne voudront pas se couper de la nation. Et le président de la République, avec d'autres de force depuis la folle meurtrière de Bab el Oued, rejette l'avis de ceux qui prétendent : « Certes, l'armée, crucifiée, écorchée, est redevenue la Grande Muette. Hélas ! Elle est trop souvent devenue aussi la Grande Sourde. Bien sûr ! elle ne désobéira pas. Il suffirait, dans telles ou telles circonstances, d'entendre et d'obéir avec un retard calculé. »

Salan qui, lui, n'est pas un stratège, mais un tacticien, dispose de trois mois au maximum pour tenter de démontrer par le feu, le fer et le sang que les accords sont inapplicables. Outre-Méditerranée, cependant, l'Apocalypse n'avait pas accompagné la proclamation immédiate du cessez-le-feu. Au contraire, un temps insolite d'attente anxieuse s'était écoulé. Peut-être s'agissait-il d'un suspense imaginé par le méthode chinoise de l'ancien commandant en chef ? A moins que l'U.A.S. — hypothèse plausible — n'ait été prise par surprise par la signature des accords à laquelle elle ne croyait pas. Elle faillit avoir raison, d'ailleurs : excédé par les retards, de Gaulle téléphona un jour à Louis Joxe : « En voilà assez ! Rentrez ! »

L'attente se noua sur les bords du Léman lorsque les délégués du F.L.N. réduisant l'entrée en jeu de Ben Bella, se montrèrent soudain pressés de conclure. De Gaulle, quant à lui, n'attachait plus qu'une importance relative aux tentatives algériennes. L'ennemi compterait beaucoup plus que les algériens, que les nécessités algériennes l'emportent sur les velléités. La vérité est bien là : l'encre des signatures n'est pas sèche qu'il ne se trouve

**DE GAULLE: MEME SI LE CŒUR DOIT SAIGNER IL FAUT EN FINIR**

déjà plus personne, ou à peu près, pour croire à l'extension littérale de ces accords. De ces derniers, que dire ? La critique est facile, l'art est difficile. Dans le concert national des louanges ou des désapprobations qui s'est étendu sur la France depuis dix jours, il manquait, à vrai dire, la voix la plus intéressante : celle qui se fut élevée de Colombey-les-Deux-Églises si le général de Gaulle était resté dans l'opposition et si la IV<sup>e</sup> République n'avait pas sombré le 13 mai. De Gaulle a été soulagé par la conclusion positive des négociations d'Évian. Soulagé, non délivré. L'autosatisfaction n'est qu'apparente. Il y eut, selon un témoin, une scène « lugubre » à l'Élysée, à l'instant où, débarqués de l'avion, MM. Louis Joxe, Robert Buron, Jean de Broglie, rejoins par M. Michel Debré, rendirent compte au chef de l'Etat des pourparlers. Dans le bureau sombre, éclairé par une seule lampe, teneur, celui de l'Algérie de souveraineté française. La mort accompagnait la naissance de l'Espérance et de la paix.

Sans doute, au siècle où nous vivons, la puissance, le rayonnement d'un pays ne se mesurent pas au kilomètre carré. Mais lorsqu'on s'appelle de Gaulle, au nom présidé, la fatalité se révèle lourde à porter, qui commande de présider au destin d'un pays à l'heure de la paix de chagrin et du pré-carré.

**L'hexagone peut accueillir 25 millions d'individus**

Et pourtant, de Gaulle s'est décidé à donner le coup de bistouri. C'est ainsi : rien ne l'empêchera plus à modifier ses plans. Au pire, si l'intégration des Européens d'Algérie apparaissait comme aussi illusoire que l'intégration des musulmans l'a été, si le F.L.N. lui-même ne jouait pas le jeu, si nous devions subir un ministre dilu — une affaire de Bizerte tous les six mois — alors le dégoût total serait décidé, envers et contre tout.

Sur le président de la République, prend toujours le pas le chef de l'Etat. L'Etat, c'est-à-dire ce « monstre froid » dont a parlé quelqu'un. Le mal algérien, estime de Gaulle, est une « gangrène » dont il convient, du point de vue moral comme du point de vue physique, de se débarrasser au plus tôt pour sauver la nation. Aux yeux du général de Gaulle cela justifie tout, et le reste. C'est la solution de la froide raison, qui doit refouler les sentiments les plus nobles, les plus légitimes.

La projection de l'Élysée s'étend maintenant bien au-delà des péripéties qui nous

accablent, des épisodes qui nous inquiètent. Grâce à la fin de la guerre d'Algérie, de Gaulle vit par anticipation un rêve exaltant : les pays indépendants du Nord appuieront notre diplomatie mondiale, face à l'Est et à l'Ouest. Déjà un revirement s'annonce parmi les États arabes. L'armée française sera reconstruite. Les « rapatriés d'Afrique du Nord » li seront accueillis, recasés de manière à ne pas devenir des exilés. Les récentes statistiques nous informent que l'hexagone peut encore accueillir sans difficulté 25 millions d'individus. L'expansion de l'économie permettra de créer les emplois indispensables, même compte tenu d'une réduction importante du service militaire. Le mot d'ordre aux Français est celui de l'arrière-grand-papa Guizot : « Enrichissez-vous. »

Voilà dans quelles conditions le suffrage universel se prononcera le 8 avril pour approuver le futur état de choses en Algérie et accorder une délégation de pouvoir au général de Gaulle. La promesse du « Oui » se présente sous des traits soufflés par le risque d'absolutions. Combien de citoyens voteront « Non » à la paix ? Au surplus, de Gaulle conçoit, outre son prestige, une réserve permanente, dans ce pays, pour les secours au peuple. M. Jacques Piette, ancien député socialiste, a présenté à ce

France politique de demain. Bien des ombres subsistent à côté des joies de la croissance. De Gaulle voit les uns à côté des autres, dans la monarchie républicaine qu'il façonne.

Mais de quel Souverain Charles de Gaulle offre-t-il donc l'étrange réincarnation ? Les comparaisons abondent, au gré des bienveillances ou des malveillances.

Pour le moment, la France retient son souffle, affirme sa confiance, comprime aussi son angoisse. Le pays reste fermement attaché à la démocratie, à la liberté, à la tolérance, aux droits de l'homme et du citoyen. La France dit « Non » au totalitarisme, demande le collaborationnisme de tous les actes criminels, de toutes les idées subversives, repousse avec horreur les spectacles sanglants du cirque méditerranéen. Elle n'ignore pas, pour autant, les réalités quotidiennes du drame algérien, d'une communauté de Français anglois, arrivant à l'âge d'un nationalisme de domination et qu'on ne peut, prise dans son ensemble, confondre l'usage des consciences peu exigeantes — de façon sommaire avec un clan de fascistes.

La France sage et réfléchie, en même temps que généreuse et vigilante dans son patriotisme, la France qui sait que, d'un côté ou de l'autre de la Méditerranée, rien ne sera construit sur la haine, attend dès que possible, à la veille d'une bataille d'Évy, Henri IV et son cri immortel : « Sauvez les Français ! »

**PAR RAYMOND TOURNOUX**

# Editorial

## La paix nécessaire

Les grands problèmes du monde contemporain se posent en termes économiques. Depuis quarante ans, la Russie prétend « rattraper l'Amérique » après une poursuite héroïque dont les défaillances du système ajournent le succès d'un plan quinquennal à l'autre. Les Etats-Unis s'efforcent de prouver la supériorité du régime libéral et s'ils n'y parviennent pas encore dans l'espace, ils y réussissent dans le domaine de l'industrie, de l'agriculture et des arts pacifiques.

Entre les deux puissances

géantes, l'Europe, qui a pris peu à peu conscience de ses immenses possibilités, recherche les bases de son unité. Il est évident que, plus les nations associées progressent dans cette voie, moins il leur est possible de mener des politiques extérieures contradictoires.

On peut dire en ce sens que la guerre d'Algérie avait cessé depuis plusieurs années d'être une affaire purement française pour devenir une affaire européenne. Non seulement elle contraignait la France à suivre deux lignes de conduite diver-

gentes en Afrique, mais elle compromettrait les chances d'un ralliement définitif des jeunes républiques africaines et bloquait toute entreprise concertée de développement économique, social et culturel.

La paix était nécessaire, non pas comme on l'a dit pour libérer la France d'une charge qu'elle s'est fait un devoir naturel de soutenir pendant des années, mais pour conserver l'Afrique à l'Europe.

C'est exactement le contraire d'un abandon.

## L'émouvante victoire de la langue française

Lorsque Marco Polo commença, en 1296, le récit de son voyage en Orient, il l'écrivit en français parce que c'était « le parler le plus délectable et le plus commun à toutes gens ». Pendant plus de six siècles, notre langue régna sur les arts, les sciences, les lettres, les ambassades et les salons de tous les pays du monde. Même nos ennemis reconnaissaient sa suprématie : c'est en français que Guillaume II correspondait avec le pape Léon XIII.

Soudain, en 1946, cette couronne étincelante faillit rouler dans les abîmes. L'Assemblée générale des Nations Unies n'adopta le français comme langue de travail qu'à une voix de majorité. L'anglais s'empara du sceptre. Il l'aurait gardé sans partage si, brusquement, la décolonisation n'avait donné à la France, au

moment où elle s'y attendait le moins, la récompense de sa générosité.

Ce sont en effet les peuples d'Indochine, d'Afrique Noire et d'Afrique du Nord qui ont sorti la reine des langues — l'hommage vient de Winston Churchill — de l'effacement où elle se consumait. Devenus indépendants, ils n'hésitèrent plus à proclamer devant toutes les instances internationales leur attachement à une culture qu'ils aiment d'autant plus qu'après leur avoir enseigné la liberté, elle les a aidés à l'obtenir. Aujourd'hui, à l'O.N.U., leur exemple devient contagieux : trente-cinq délégations sur cent trois utilisent le français qui arrive désormais bien loin devant le russe et l'espagnol, et tout près de l'anglais.

Dans une récente déclaration, le directeur des relations cul-

turelles du Quai d'Orsay souligna que « non seulement notre influence peut survivre à la décolonisation, mais que, à bien des égards, l'émancipation nationale et sociale des Etats en cause, lui offre un terrain plus sain d'expansion ». En 1961, par exemple, le Maroc indépendant a importé pour 4 681 000 NF de livres français, soit autant que l'Allemagne de l'Ouest ou l'Italie; la Côte-d'Ivoire pour 2 800 000 NF; le Sud Viet-nam pour 2 134 000 NF. En Guinée, où tout semblait perdu, le français est obligatoire dès l'école primaire.

Au milieu de tant de chagrins et de tant de deuils, la France retrouve ainsi, grâce à sa culture et à son libéralisme, un empire plus solide que toutes les conquêtes, parce qu'il vient du cœur.